d) À continuer de mettre en œuvre des politiques économiques conçues et suivies avec la pleine participation des femmes, intervenant sur un pied d'égalité dans le cadre général de la poursuite du développement durable et valoriser le potentiel des femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat en leur assurant l'accès aux ressources et à leur contrôle, y compris aux connaissances et à l'acquisition des compétences, aux débouchés commerciaux et aux technologies, et promouvoir également la protection des femmes dans les zones sinistrées et accroître leur rôle actif dans la gestion des catastrophes;

e) À contribuer à des approches et stratégies concertées axées sur la protection et la promotion des droits et du bien-être des femmes migrantes et développer la compréhension et la coopération internationales en vue de lutter contre la traite des femmes;

f) À développer et améliorer la collecte, le traitement et l'analyse de données ventilées par sexe et de statistiques par sexe aux niveaux local, national, régional et international, afin de suivre et d'évaluer efficacement les progrès et les lacunes;

g) À nouer des partenariats pour poursuivre l'étude des effets positifs et négatifs de la mondialisation sur les femmes et à élaborer une stratégie globale et intégrée pour tenir compte des conséquences de la mondialisation pour les femmes;

3. *Encourage* les membres et membres associés ainsi que les divers organismes, les institutions financières régionales et internationales et le secteur privé à apporter un appui financier et technique aux pays de la région de l'Asie et du Pacifique, et notamment aux pays les moins avancés, pour les aider à mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ainsi que les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

4. *Demande* au Secrétaire exécutif:

a) De continuer à promouvoir la mise en œuvre des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et, plus précisément, d'accélérer la mise en place d'une base de données, qui serait régulièrement mise à jour et dans laquelle figureraient tous les programmes et projets exécutés dans les différentes régions par les organes et institutions du système des Nations Unies, et de faciliter la diffusion de l'information sur ces programmes et projets, ainsi que l'évaluation de leur impact pour l'autonomisation des femmes par la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing;

b) D'intégrer l'évaluation du respect de l'égalité des sexes dans tous les programmes, en vue d'aider les pays membres et leur permettre de faire les femmes participer à la prise des décisions économiques, sociales et politiques;

5. *Demande en outre* au Secrétaire exécutif de rendre compte à la Commission, à sa soixante-deuxième session, de l'application de la présente résolution.

61/11. Mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty: répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau Cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit¹¹

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant la Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/2 du 8 septembre 2000, dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont pris en considération les besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral, ont demandé instamment aux donateurs tant bilatéraux que multilatéraux d'accroître leur aide financière et technique à ce groupe de pays pour les aider à satisfaire leurs besoins particuliers de développement et à surmonter les obstacles géographiques en améliorant leurs systèmes de transport en transit, et ont décidé de créer, au niveau national comme au niveau mondial, un environnement favorable au développement ainsi qu'à l'élimination de la pauvreté,

Rappelant aussi la résolution 58/201 adoptée par l'Assemblée générale le 23 décembre 2003, dans laquelle l'Assemblée générale a fait siens le Programme d'action d'Almaty: Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit, et la Déclaration d'Almaty,

Rappelant en outre le communiqué adopté à la Réunion de haut niveau sur le rôle des organisations sous-régionales, régionales et internationales pour la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, convoquée par le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui s'est tenue à Almaty (Kazakhstan) du 29 au 31 mars 2005,

Prenant note du rapport de l'Organe spécial des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral sur sa septième session,

Sachant que douze des trente et un pays en développement sans littoral se trouvent en Asie,

1. *Réaffirme* son appui continu à la mise en œuvre complète et effective des mesures spécifiques à appliquer dans les cinq domaines prioritaires définis d'un commun accord dans le Programme d'action d'Almaty: répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit;

¹¹ Voir paragraphes 222 à 227 et 230 ci-dessus.

2. *Souligne* que des systèmes efficaces de transport en transit peuvent être établis par des partenariats entre les pays en développement sans littoral et de transit et leurs partenaires de développement aux niveaux national, bilatéral, sous-régional, régional et mondial;

3. *Réaffirme aussi* que la mise en œuvre réussie du Programme d'action d'Almaty dépend du partage de la responsabilité et du renforcement des partenariats, comprenant la société civile et le secteur privé, et invite, à cet égard, tous les membres et membres associés et les organisations internationales, régionales et sous-régionales à soutenir les efforts des pays en développement sans littoral et de transit en Asie;

4. *Réaffirme en outre* son plein appui au Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement dans ses efforts pour assurer pleinement la mobilisation et la coordination de toutes les parties prenantes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty qui, notamment, forme une base de coopération régionale pour aider les pays en développement sans littoral par l'établissement de systèmes de transport en transit efficaces dans les pays en développement sans littoral et de transit;

5. *Prie* le Secrétaire exécutif d'intégrer, en étroite coordination avec le Bureau du Haut Représentant, la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty dans les programmes de travail pertinents du secrétariat, en particulier ceux qui portent sur la réduction de la pauvreté, la gestion de la mondialisation, y compris les transports et le tourisme, et les problèmes sociaux émergents, le cas échéant, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/245 en date du 22 décembre 2004;

6. *Se félicite* de la signature, le 26 avril 2004, de l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie et de l'entrée en vigueur prévue de l'Accord, invite les États membres concernés qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier l'Accord dès que possible, et incite vivement que, dans l'application de cet accord, on prête une attention spéciale aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral, tout en tenant compte des intérêts des pays en développement de transit conformément au Programme d'action d'Almaty, et que l'on accorde aussi une attention prioritaire à l'achèvement des tronçons manquants de la Route d'Asie;

7. *Prend note avec satisfaction* de l'excellent travail accompli par le secrétariat de la CESAP pour définir une méthode temps/coût pour les indicateurs qui serviront à suivre les progrès accomplis dans l'établissement de systèmes efficaces de transport en transit;

8. *Prie* le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour élargir davantage son programme, le cas échéant, afin de soutenir les efforts des pays en développement sans littoral et de transit pour améliorer leurs systèmes de transport en transit et *invite* les partenaires de développement à fournir l'appui

financier approprié conformément au paragraphe 47 du Programme d'action d'Almaty.

9. *Prie aussi* le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission à sa soixante-troisième session sur l'application de la présente résolution et sur les progrès accomplis dans l'établissement de systèmes efficaces de transport en transit en Asie.

5^e séance
18 mai 2005

61/12. Appel régional à l'action pour le renforcement des capacités dans le secteur de la santé publique¹²

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant sa résolution 60/2 en date du 28 avril 2004,

Rappelant également les objectifs convenus au niveau international énoncés dans la Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale dans la résolution 55/2 du 8 septembre 2000, et dans d'autres textes issus de sommets et conférences des Nations Unies, en particulier les objectifs de développement qui ont trait à la santé,

Se félicitant de l'adoption par l'Assemblée générale des résolutions 58/3 du 27 octobre 2003 et 59/27 du 23 novembre 2004, relatives à l'intensification du renforcement des capacités dans le secteur de la santé publique à travers le monde,

Notant que dans ces résolutions, l'Assemblée générale a notamment invité les commissions régionales à coopérer étroitement avec les États membres, le secteur privé et la société civile pour le renforcement de leurs capacités dans le secteur de la santé publique, et à participer à la coopération régionale en vue d'atténuer et d'éliminer les effets destructeurs des grandes maladies infectieuses,

Réaffirmant la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida, adoptée par l'Assemblée générale dans la résolution S-26/2 du 27 juin 2001, et notant sa résolution 59/1 du 4 septembre 2003 sur la suite donnée au niveau régional à la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida,

Notant avec préoccupation que déjà plus de 9 millions de personnes vivent avec le VIH/sida en Asie et dans le Pacifique et que le VIH continuera vraisemblablement à se propager rapidement dans la région,

Saluant la déclaration conjointe sur l'«Initiative 3 millions d'ici 2005» de l'Organisation mondiale de la santé et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida,

Consciente du fait que la lutte contre le syndrome respiratoire aigu sévère, première maladie infectieuse grave apparue au XXI^e siècle, et les autres épidémies est loin d'être terminée,

¹² Voir paragraphes 202 à 210 et 221 ci-dessus.